



**REMARQUES DE L'APHG
SUR LE PROJET DE PROGRAMME D'HISTOIRE ET DE GEOGRAPHIE DE PREMIERE**

A la suite des réponses des Régionales, des travaux de la commission des lycées et des délibérations du Comité national de l'APHG réuni le 6 juin 2010, nous proposons les critiques et les propositions suivantes.

L'APHG s'est élevée contre la suppression de l'enseignement d'Histoire-Géographie à titre obligatoire et contre le report du Baccalauréat en 1^{ère} pour les élèves de S. Ceci entraîne de graves conséquences sur le contenu des programmes qui doivent aussi s'inscrire dans un tronc commun pour les trois séries générales de Première.

Le temps de consultation sur le projet de programme a été trop rapide. Mais il est vrai que les auteurs de manuels de 1^{ère} pourront travailler dans des délais normaux contrairement à ceux de Seconde. Nous regrettons qu'un schéma d'ensemble des trois années de lycée n'ait pas pu être présenté d'emblée. L'ignorance des types d'épreuves au Baccalauréat de Première S a été une source d'inquiétude et d'interrogations légitimes.

A propos des programmes d'histoire, nous constatons que le projet s'efforce de renouveler le contenu par des angles et des sujets plutôt pertinents et parfois très actuels, ce qui est bien. Mais ils soulèvent des **interrogations majeures**. Le programme doit être « chronologisé ». Il ne suffit pas de le dire dans l'introduction, mais il faut le répéter dans la succession des thèmes. Bien sûr, il est admis par beaucoup qu'il est difficile, dans le temps imparti, de ne pas choisir de vastes thèmes à condition **de ne pas donner l'impression de zapping, mais d'une étude ancrée dans une trame chronologique**.

L'APHG ne peut cautionner un programme sans cohérence chronologique. Il est de même en géographie pour les repères spatiaux qui doivent figurer dans chaque thème.

Le programme de Géographie apparaît dans ces formulations comme trop abstrait, peu attractif pour les élèves centrés sur les questions actuelles abordées en Première. Des collègues critiquent la vision tronquée et étroite, notamment pour les séries S qui ne choisiront pas l'option. Comment construire une analyse sur les territoires de la France et de l'Europe dans un contexte de mondialisation sans une vision des mondes américains et asiatiques ?

Le projet de programme montre combien les élèves de Première S sont lésés, car l'hypothèse selon laquelle de nombreux élèves prendront l'option est bien sûr souhaitée ardemment par l'APHG, mais repose sur un pari. Ceux qui la choisiront n'auront pas étudié les puissances émergentes, la mondialisation, les grandes puissances comme la Chine et les Etats-Unis, les Tiers-Mondes.

Même si l'histoire des arts est une préoccupation et peut illustrer de nombreux thèmes, il paraît évident que les grands courants artistiques et les découvertes scientifiques devraient figurer dans le programme de Terminale peut être dans un grand thème sur « Cultures, religions... ». Un regret aussi que le programme du second XIX^{ème} siècle dans les domaines politique, culturel et des relations internationales passe à la trappe.

Une remarque **générale et importante** : l'APHG a toujours plaidé pour que les libellés de programme soient clairs, simples et neutres. Elle demande d'en tenir compte dans la rédaction. (ex le concept de violence de guerre).

Enfin, la présence d'un tableau des capacités et des méthodes est jugée positive. Car elle peut servir de guide dans le traitement d'un programme dont la cohérence n'est pas évidente.

HISTOIRE : Questions pour comprendre le vingtième siècle

Thème 1 – Croissance économique, mondialisation et mutations des sociétés depuis le XIXe siècle

Critiques : Ce thème transversal gomme les ruptures.

- Il faudrait dans l'intitulé de la 1^{ère} question du thème parler des mondialisations
- L'étude de la croissance doit tenir compte des types de crise, des remises en cause (crise des années 30, des chocs pétroliers de 2008)
- La notion d'économie mondiale est « reprise de Braudel » mais qu'entend-on par « Economie-monde multipolaire » ? Une formulation plus explicite de cette question serait la bienvenue.

Propositions :

- Le premier point de la question 2 « La population active1850 » pourrait être transformé en un tableau sur « les transformations de Paris sous le Second Empire » ou sur « Londres au 19^{ème} siècle ».
- L'intitulé du 3^{ème} point de la question 2 « L'immigration ... fin du XIX^e siècle » pourrait devenir « Les migrations et les sociétés européennes depuis la fin du XIX^e siècle ... »
- Il existe un risque de redondance entre la question ouvrière au Royaume-Uni et l'un des points de la question 2 du thème 5 portant sur le Front Populaire et même si les contextes sont différents.

Thème 2 –La guerre au XX^e siècle et Thème 3 – Le siècle des totalitarismes

Critiques : Ici réside la principale interrogation

- Il est reconnu aux professeurs dans l'intitulé « la possibilité ... de construire son propre itinéraire » en traitant les thèmes 2 et 3. Si un enseignant choisit de traiter d'abord le thème 3, puis le thème 2 il aura étudié les totalitarismes avant de traiter de la Seconde Guerre mondiale, mais il aura alors « la fin des totalitarismes avant la Première Guerre mondiale ! ».
- Les questions et les exemples des thèmes 2 et 3 sont très intéressants mais leur éclatement en deux thèmes séparés et étanches rend leur mise en œuvre très difficile par les élèves.
- Il faut remettre de la chronologie. Le danger d'anachronisme guette les lycéens.
- L'intitulé « de la guerre froide.... » est emblématique de la manière d'aborder les programmes sous forme de « flashes » et de « zapping »
- Il faut remettre aussi de la causalité en étudiant les nationalismes et totalitarismes.

- ne pas introduire de confusion chez les élèves dans l'étude de la fin des totalitarismes nazi et soviétique
Ils doivent être replacés **dans leur contexte**

Propositions :

1. Pour le thème 2, nous proposons le libellé « *D'une guerre à l'autre (1914-1945)* »

- La Première Guerre mondiale (1914-1919) : entrée en guerre, combattre, sortie de guerre (S.D.N. et les traités)
- Les totalitarismes (soviétique, fasciste et nazi) face aux démocraties dans les années 30

Il ne faudrait pas oublier la révolution bolchevique dans cette étude

- La Seconde Guerre mondiale : causes, combattre, sortie de guerre (pertes humaines, destructions, extermination des Juifs et des Tziganes, fin du totalitarisme nazi, les procès internationaux, l'ONU)

Une remarque : il ne faut pas négliger la stratégie de guerre et l'histoire militaire. (ex : La défaite de 1940 de la France)

2. Pour le thème 3 nous proposons le libellé suivant « *De la guerre froide aux nouveaux conflits depuis les années 90* »

- La guerre froide : en préalable : causes et dimension idéologique . un lieu : Berlin, une crise Cuba (1962), un conflit armé (la guerre du Vietnam)
- La fin du totalitarisme soviétique : crises, impossible réforme et chute du système soviétique
préciser que ce n'est pas la fin du système, car il existe encore des systèmes totalitaires (

cf. exemples Chine - étude en Terminale ? -,Cambodge - les Khmers rouges -, Cuba, Corée du Nord, Vietnam, Laos)

- Les nouveaux conflits depuis la fin de la guerre froide : (guerre du golfe 1990-1991, Sarajevo (92-95), les attentats du 11 septembre 2001

Des collègues proposent d'autres exemples : ex la crise des euromissiles, le génocide du Rwanda,

Thème 4 – Colonisation et décolonisation

C'est une bonne chose de les étudier ensemble.

Critiques :

Il n'y a pas de mise en perspective des deux questions. Les deux exemples de la décolonisation sont réducteurs. Il est paradoxal d'étudier la chute de l'Empire des Indes alors que l'on ne connaît pas le système colonial anglais. Le volume horaire paraît insuffisant pour montrer la complexité des processus de décolonisation. La guerre d'Indochine est occultée alors qu'elle n'est pas anodine dans notre histoire contemporaine. Certains ont reproché de ne pas parler de la période postcoloniale et de ne pas citer le Tiers monde. **En ce sens la proposition de traiter de Bandoung nous agréée.**

Propositions :

- 1^{ère} question le temps des colonisations
remplacer le mot « partage » par « **rivalités** ». Modifier les bornes temporelles (remplacer dans les années 1880 par « fin du 19^{ème} /début du 20^{ème} »)
- 2^{ème} question Luttres pour l'indépendance :
en préalable étude d'une typologie des décolonisations avec des entrées comme « le niveau de violence », « la présence ou non de coloniaux... »
Deux sujets d'étude : fin de l'Europe des Indes et Guerre d'Algérie,

Thème 5 – Les Français et la République

Critiques :

Ici repose la deuxième grande interrogation que suscite ce projet. La formulation du thème fait disparaître « l'évolution politique française entre 62 et les années 2000. Quelle connaissance pour les élèves de S qui ne choisiront pas l'option en Terminale, de l'histoire politique récente de leur pays ? Certes le passage de cette période dans le programme d'ECJS est habile car il lie ECJS et Histoire, mais il repose sur un pari (est-ce que tous les professeurs d'histoire feront ce programme d'ECJS ?)

Propositions :

1. 1^{ère} question **Une République, trois républiques** : le Comité national de l'APHG propose le schéma suivant :
 - Construction et enracinement de la République (1870-1880)
 - La République : oppositions et contestations (les ligues, affaire Dreyfus, la République face aux défis des années 30)
 - De l'effondrement au renouveau : régime de Vichy, la Résistance (la Libération et renouveau républicain
Ne pas oublier le programme du CNR,
 - 1958-62 : la mise en place de la V^{ème} République.
Pourquoi s'arrêter à 1962, ne pas aller plus loin jusqu'à l'alternance en 1981 ? On pourrait se dire ainsi que cela sera traité en ECJS, mais est-ce sûr ? Par qui ? Comment ?
2. 2^{ème} question **La République et les évolutions de la société française** :
présenter **dans l'ordre chronologique** les deux premières questions :

- La République, les religions et la laïcité depuis les années 1880
- La République et la question ouvrière : le Front Populaire
- Changer l'intitulé du 3^{ème} point « Les femmes dans la vie politique et sociale de la France au XX^e siècle » et mettre « **La place** des femmes dans la vie politique et sociale de la France au 20^{ème} siècle » qui permet de supposer que cette place a été « gagnée » par des luttes collectives .Il s'agit de dégager , précisément , le fait que les évolutions de la société sont le fruit de combats et de luttes, qui supposent une puissance d'action du collectif , en amont ou en corrélation avec les pouvoirs politiques.

Thème 6 – L'Europe en construction

Le thème est cohérent et logique pour certains, offrant de plus un pont avec la géographie

Critiques

-Le temps imparti est court.

- Le thème est par ailleurs critiqué pour la « froideur » de son contenu.
- Peut-on parler d'une union politique et géopolitique ?
- Le thème des mémoires de la Seconde Guerre mondiale a disparu alors qu'il était source de réflexion et de comparaison.

GEOGRAPHIE

France et Europe : dynamiques des territoires dans la mondialisation

Remarques générales

L'intitulé tarabiscoté du programme qui a tout pour rebuter les élèves pose question.

L'idée d'aller du local à l'U.E. et à la France dans la mondialisation est une démarche qui, pour certains, est intéressante et stimulante. La démarche scalaire retenue par le programme est tout à fait pertinente. Travailler à partir de cas et de croquis va dans le bon sens. Pour d'autres, elle est critiquable : oui aux emboîtements d'échelle, non au vertige que ne manqueront pas de susciter les allers et retours entre monde, Europe.

Pour beaucoup l'étude de la France et de l'Europe n'est pas nouvelle et pour quelques-uns l'ensemble des intitulés risque de « provoquer chez les élèves et quelques professeurs autant d'ennuis qu'aujourd'hui.

Traiter uniquement de l'Europe et de la France est réducteur notamment pour les élèves de 1^{ère} S qui vont passer le Baccalauréat. Une interrogation : trop d'études de cas est irréaliste.

Le programme de Géographie pousse à approfondir des thèmes issus de la géographie universitaire en ignorant les principes d'une géographie régionale fondée sur une approche multifactorielle et multi scalaire à partir d'un territoire donné. **Cette démarche généraliste** moins sophistiquée que l'aménagement du territoire, le développement durable, etc. semble pourtant plus adaptée à une formation humaniste des élèves.

Une interrogation majeure concerne l'évaluation du baccalauréat pour les Premières S En effet, beaucoup de questions sont fondées sur des études de cas qui sont laissées au choix de l'enseignant. Comment évaluer ces questions à l'examen ?

Thème 1 - Comprendre les territoires de proximité

Critiques : approches des territoires du quotidien

- Rappel du programme de 6^{ème} inadapté au lycée pour certains

- L'intercommunalité est un enjeu pour les élèves : intéressant mais qui ne doit pas négliger la connaissance élémentaire de la mise en place de la géographie « naturelle » (climats, fleuve, montagne, etc...) et des régions ne pas faire comme si tout était acquis.

Propositions :

En raison de la lourdeur de l'ensemble du programme, il serait plus pertinent d'introduire une dimension locale sous forme d'étude de cas (par exemple dans la partie 2 du thème 2 sur la France).

2^{ème} question : **La région, territoire de vie, territoire aménagé** : la place et le rôle des régions en France et dans un autre pays d'Europe

Critiques :

On risque des redites, car il est difficile de traiter d'une région française sans évoquer l'action de l'U.E. dans les territoires et de même dans les territoires ultramarins..

Propositions

Pourquoi ne pas étudier une région européenne, bassin de vie qui utilise l'U.E. comme facteur favorable à l'aménagement ?

Thème 2 – La France : aménager et développer les territoires

Il y a un risque de répétition entre « action et enjeux dans l'aménagement des territoires » et « aménagement et risques naturels ».

Critiques :

- c'est une gageure d'étudier 12 questions en 26/27 heures.
- Juxtaposition de questions intéressantes mais sans lien entre elles, regroupées très artificiellement : la forêt, les villes, les espaces de production agricole, les réseaux de transport. N'est-ce pas une forte concession à une **géographie déclinée en tiroirs** à peine tempérée par un « réduire les fractions sociales et spatiales ».
- Pourquoi ne pas dire « **La France urbaine** » au lieu de la France en villes ?
- Craintes la plupart des collègues ne sont pas formés sur certaines de ces questions et expriment un besoin de formation. Ils craignent aussi que les manuels aient des approches très différentes de ce thème et souhaiteraient ici un programme plus directif

Propositions :

N'aurait-il pas été possible de partir de constats plus globaux et d'analyses en études de cas sur les choix politiques en cours ou possibles, en somme passer d'une géographie rénovée à la marge à une géographie plus volontaire et appliquée ?

- Le mot HUB est à changer (mettre en français)
- Ne pas prendre position dans un libellé de programme « *Soutenir les espaces ruraux* » (changer le terme).
- Pourrait-on envisager que les collègues aient le droit de choisir 3 ou 4 de ces questions parmi les 5 propositions ?

Thème 3 – L'Union européenne : dynamiques de développement des territoires

- Thème plus classique et plus cohérent. C'est bien d'avoir introduit les territoires ultramarins.

Propositions :

- Les Canaries, les Açores peuvent aussi être proposées.
- Bien préciser que les liens entre U.E. et aire régionale concernent aussi La Réunion, les Antilles, la Nouvelle Calédonie, etc.
- Sur l'action de l'U.E. sur les territoires, considérer à part cette action est irréaliste. Elle est omniprésente à toutes les échelles et pourrait être étudiée dès l'échelle régionale.

Thème 4 – France et Europe dans le monde

C'est un thème de terminale qui est passé en 1^{ère}. C'est logique

Critiques

- juxtaposition des questions et effet de vertige lié au passage incessant d'une échelle à l'autre
Attention aux redondances avec les deux thèmes précédents.
- Le thème passe du continental à l'international.
- La dernière question paraît justifiée et suggère que la place de la France puisse être perçue dans deux perspectives bien distinctes (France - Europe). La France est un pôle touristique mondial, car c'est un pôle pour l'Europe. Paris est une ville européenne et globale, le littoral méditerranéen appartient à une aire de relation avec l'U.E.

CONCLUSION

Il faut redonner du sens, des liens entre les thèmes et à l'intérieur des questions. Trop de tiroirs, trop réducteurs.

Il est indispensable d'articuler les sujets d'étude en Histoire et Géographie avec **des cours généraux** pour les replacer dans leur singularité et leur spécificité.

Le Comité national de l'APHG dénonce une absence totale d'articulation et de cohérence dans l'élaboration de ces programmes, **mettant à mal de manière gravissime la chronologie..**

E.C.J.S.

Les collègues apprécient en général que le programme d'ECJS soit lié de manière plus étroite au programme d'Histoire et de Géographie.

Des collègues s'interrogent sur le libellé du programme de Seconde et font état de leur manque de formation en droit. L'APHG a engagé une politique de mise à jour de connaissances sur la justice dans sa revue *Historiens et Géographes* et organise des sessions de formation dans plusieurs de ses Régionales. Elle revendique l'enseignement de l'ECJS en seconde.

La disparition du **caractère obligatoire** du débat argumenté est approuvée.

Les collègues s'interrogent sur l'attribution de l'ECJS qu'ils revendiquent (concurrence des SES et Economie de Gestion, poids des Chefs d'établissement qui pratiquent les variables d'ajustement des emplois du temps, ...).

L'étude de la V^{ème} République, son évolution politique et institutionnelle (de 1962 à nos jours) pourra se faire dans le cadre de l'ECJS, à condition que le même professeur enseigne l'histoire-géographie et l'ECJS aux mêmes élèves. Ce qui n'est pas sûr.

Cette étude ne sera pas évaluée au Baccalauréat de 1^{ère} S, ni sans doute au Bac des Terminales L et ES.

Types d'épreuve

A propos des types d'épreuves, le Comité national de l'APHG est très attaché à la composition et s'inquiète de son éventuelle suppression au Baccalauréat en 1^{ère} S (épreuve mobilisant de solides connaissances, une capacité de réflexion d'analyse, d'argumentation indispensable à de futurs étudiants qui se destinent pour certains à préparer des concours (Ecoles de commerce, Sciences Pô, concours administratifs) qui ont comme type d'épreuve la dissertation) et de son remplacement par une épreuve plus courte calquée sur le modèle anglais. La commission pédagogique de lycées s'oppose à l'unanimité à sa suppression

Nous ne méconnaissons pas la difficulté de préparer les élèves de 1^{ère} S à ce type d'épreuves : la composition en deux ans au lieu de trois. Nous savons qu'une grande majorité des élèves de S prennent aujourd'hui au bac l'épreuve sur documents. Mais n'oublions pas qu'ils ont aussi au baccalauréat de français une épreuve de dissertation. L'APHG demande des sujets zéro et des tests avant toute décision.

L'APHG fera part prochainement de ses premières remarques sur les nouveaux types d'épreuves envisagés.